

Service Risques
44 rue de Tournai
CS 40259
59019 Lille

Lille, le 17/11/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 29/10/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

PARAGON direct marketing

1 rue de l'avenir
ZI de la Vignette - BP 1
59126 Linselles

Références : 2025.10.29_PARAGON LINSELLE_INSP ESP_RAPPVI
Code AIOT : 0007001636

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 29/10/2025 dans l'établissement PARAGON direct marketing implanté 1, rue de l'Avenir ZI de la Vignette - BP 1 59497 Linselles. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La DREAL Hauts-de-France a lancé en février 2025 une action régionale de surveillance du suivi en service des équipements sous pression dans le domaine de la papeterie cartonnerie. Dans ce cadre un courrier en date du 06/02/2025 et une relance en date du 11/06/2025 ont été adressés à l'exploitant en vue d'obtenir la liste des équipements sous pressions exploités sur le site et prévue à l'article 6.III de l'arrêté du 20 novembre 2017.

En l'absence de réponse à ces courriers, une inspection inopinée du site relative au suivi en service des équipements sous pression a été réalisée le 29/10/2025. A notre arrivée sur le site, nous avons été accueillis par le directeur des opérations qui nous a informé du contexte au moment de la

visite : difficultés économiques, arrêt des activités de production envisagé pour janvier 2026 au plus tard, dépendant de l'évolution du contexte économique, grève en cours et site à l'arrêt.
Les équipements qui ont été vus lors de la visite étaient à l'arrêt et nous avons pu constater la formation d'un piquet de grève à l'entrée du site.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- PARAGON direct marketing
- 1, rue de l' Avenir ZI de la Vignette - BP 1 59497 Linselles
- Code AIOT : 0007001636
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société, fondée en 1950 à Tourcoing, est implantée sur le site de Linselles depuis 1996. Elle est spécialisée dans la fabrication et le traitement des plis liés au marketing direct et relance client, tant avec la V.P.C. (Les 3 Suisses, La Redoute et leurs filiales) qu'avec la Poste ou des organismes de crédit (Cofidis, Finaref).

Les bobines de papier sont imprimées sur une rotative Offset puis si nécessaire sur une machine flexographique (encre grattable, gomme). Elles sont ensuite dirigées vers la perforation/découpe. Puis les produits peuvent être personnalisés (impression à jet d'encre), et sont acheminés vers la finition. Enfin, les documents sont mis sous film ou sous enveloppe, puis sont expédiés.

La société PARAGON est une installation classée pour la protection de l'environnement soumise à autorisation par arrêté préfectoral du 05 décembre 2007 pour l'exploitation d'un atelier d'imprimerie et de transformation du papier.

Le site est autorisé pour :

- la transformation du papier : capacité de production de 213,5 t/j (rubrique 2445.1) ;
- l'impression par flexographie avec encres solubles à l'eau : quantité de produit consommée de 500 kg par jour (rubrique 2450.2),
- l'impression sur rotatives offset : 3 lignes de production (rubrique 2450-1),
- l'impression par flexographie et opérations connexes, la quantité totale de produits consommés étant égale à 2555 kg/j (rubrique 2450-2-a),
- le dépôt de papiers usés ou souillés : quantité maximale de 63 tonnes (ancienne rubrique 329, désormais rubrique 2714).

Thèmes de l'inspection :

- Équipement sous pression

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les

informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Liste des appareils à pression	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	1 mois
2	Dossiers des équipements	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	1 mois
3	Obligation de suivi en service des équipements sous pression	Code de l'environnement du 19/12/2024, article R557-14-4	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le suivi en service des équipements sous pression fait l'objet de plusieurs non-conformités et remarques. Il est nécessaire de solder ces constats dans les meilleurs délais afin d'assurer une exploitation conformément à la réglementation.

Si la fermeture du site est confirmée en janvier 2026, l'exploitant est tenu d'en informer l'inspection.

Dans l'hypothèse où les actions correctives n'auraient pas été réalisées ou justifiées dans le délai imparti, une mise en demeure pourra être proposée à l'autorité préfectorale.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Liste des appareils à pression

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6
Thème(s) : Risques accidentels, Conditions générales d'exploitation
Prescription contrôlée : Article 6 III. - L'exploitant tient à jour une liste des récipients fixes, des générateurs de vapeur et des tuyauteries soumis aux dispositions du présent arrêté, y compris les équipements ou installations au chômage. Cette liste indique, pour chaque équipement, le type, le régime de surveillance, les dates de réalisation de la dernière et de la prochaine inspection et de la dernière et de la prochaine requalification périodique. L'exploitant tient cette liste à la disposition des agents chargés de la surveillance des appareils à pression.
Constats : Lors de la visite d'inspection du site, dont l'ensemble était à l'arrêt au moment de la visite, il a été constaté la présence de plusieurs équipements sous pression soumis au suivi en service. Il s'agit des équipements suivants* : <ul style="list-style-type: none">• 1 récipient rouge de marque Flamco, n° 16207, année 2021, PS 6b, volume 200l• 1 récipient d'air comprimé Pauchard n° W0237, année 1998, PS 10b, volume 2000l• 1 compresseur mobile cuve de marque SERBATOI AUTOCLAVI, n° 122567, année 1995, PS 11b, volume 100l Un ancien groupe froid a été vu à l'arrêt mais toujours connecté au réseau. Le groupe froid a été déclaré inerté par l'exploitant, sans qu'aucun document ne le confirme. Il s'agit du groupe froid suivant : <ul style="list-style-type: none">• groupe froid de marque TRANE, n° EKL 2501, année 2001, PS 30b L'exploitant ne disposait pas de la liste prévue à l'article 6.III. Aucun des équipements sous pression soumis au suivi en service vus lors de la visite n'était donc référencé. Non conformité n°1 : l'exploitant n'a pas référencé ses équipements sous pression soumis au suivi en service tel que prévu à l'article 6.III. Au-delà de ces équipements, d'autres équipements pouvant être également soumis au suivi en service ont été relevés sans que toutes les informations nécessaires n'aient pu être relevées pour l'affirmer (manque de donnée sur la PS, le volume ou le type de fluide contenu). Il conviendra de

justifier si ces équipements sont soumis ou non aux dispositions du suivi en service de l'AM du 20/11/2017. Il s'agit notamment des équipements suivants* :

- 1 récipient de couleur rouge, sans étiquette et dont les caractéristiques n'ont pas pu être relevées est susceptible d'être soumis au suivi en service, localisé dans le local de l'ancien groupe froid
- 1 récipient de marque Scroll n° 06H988117 associé au groupe d'impression principal.

Remarque n°1 : Les récipients évoqués ci-avant dont toutes les caractéristiques n'ont pas pu être relevées, sont susceptibles d'être soumis au suivi en service. Il conviendra de justifier si cet équipement est soumis ou non aux dispositions du suivi en service de l'AM du 20/11/2017.

** Le relevé d'équipements non recensés ne se veut pas exhaustif. Il a été établi en fonction des lieux visités, des indications fournies par l'exploitant et de l'accessibilité des équipements.*

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Non conformité n°1 : constituer la liste des équipements sous pression prévue à l'article 6.III ou justifier que les équipements susmentionnés ne sont pas exploités et mis à l'arrêt.

Remarque n°1 : Il convient de fournir les caractéristiques des équipements susceptibles d'être soumis aux dispositions relatives au suivi en service des équipements sous pression (volume, pression de service, fluide contenu, type d'équipement) mentionnés ci-dessus.
Le cas échéant, il sera nécessaire d'en tirer les conséquences appropriées quant au suivi des équipements concernés.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois

N° 2 : Dossiers des équipements

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6

Thème(s) : Risques accidentels, Conditions générales d'exploitation

Prescription contrôlée :

Article 6

I. - L'exploitant établit pour tout équipement fixe entrant dans le champ d'application de l'article L. 557-30 du code de l'environnement un dossier d'exploitation qui comporte les informations nécessaires à la sécurité de son exploitation, à son entretien, à son contrôle et aux éventuelles interventions. Il le met à jour et le conserve pendant toute la durée de vie de ce dernier. Ce dossier peut se présenter sous forme de documents sur papier ou numériques.

Ce dossier comprend les informations suivantes relatives à la fabrication :

- si l'équipement est construit suivant les directives européennes applicables, le cas échéant, la notice d'instructions, les documents techniques, plans et schémas nécessaires à une bonne compréhension de ces instructions ;
- si l'équipement a été construit selon des réglementations françaises antérieures au marquage CE ou pour les équipements néo-soumis, l'état descriptif initial ou reconstitué dans des conditions précisées par une décision du ministre chargé de la sécurité industrielle ;

<ul style="list-style-type: none"> - l'identification des accessoires de sécurité et leurs paramètres de réglage. Ce dossier comprend également les informations suivantes relatives à l'exploitation : - pour tous les équipements : - la preuve de dépôt de la déclaration de mise en service pour les équipements qui y sont ou y ont été soumis ; - un registre où sont consignées toutes les opérations ou interventions datées relatives aux contrôles, y compris de mise en service le cas échéant, aux inspections et aux requalifications périodiques, aux incidents, aux événements, aux réparations et modifications ; - les attestations correspondantes avec une durée de conservation minimale supérieure à la période maximale entre 2 requalifications périodiques pour les comptes-rendus d'inspections et les attestations de requalifications périodiques ou durée de vie de l'équipement pour les autres opérations ; - en outre, pour les équipements suivis en service avec un plan d'inspection, le plan d'inspection ; - pour les tuyauteries soumises à inspection périodique, le programme de contrôle prévu au III de l'article 15 lorsqu'il est requis ; <p>II. - Ce dossier d'exploitation est transmis au nouvel exploitant lors d'un changement de site ou de propriétaire.</p>
<p>Constats :</p> <p>Pour les équipements mentionnés relativement à la non conformité n°1, l'exploitant n'a pas été en mesure de présenter les dossiers prévus à l'article 6.I.</p> <p>Non conformité n°2 : pour les équipements visés relativement à la non conformité n°1, l'exploitant ne dispose pas des dossiers prévus à l'article 6.I</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Non conformité n°2 : pour les équipements susmentionnés, établir les dossiers des équipements ou justifier qu'ils ne sont pas exploités et mis à l'arrêt.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>

N° 3 : Obligation de suivi en service des équipements sous pression

<p>Référence réglementaire : Code de l'environnement du 19/12/2024, article R557-14-4</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Suivi en service des équipements sous pression de gaz.</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Article R557-14-4</p> <p>Modifié par Décret n°2024-1194 du 19 décembre 2024 - art. 1</p> <p>Certains équipements, définis par arrêté ministériel pris dans les conditions prévues à l'article R. 557-14-6, sont soumis à un suivi en service, pouvant comporter des inspections périodiques et des requalifications périodiques, destiné à vérifier régulièrement le maintien de leur niveau de sécurité.</p> <p>Ce suivi en service est, au choix de l'exploitant :</p>

<p>1° Soit constitué d'une ou de plusieurs des opérations de contrôle mentionnées ci-dessus, dont la nature et la périodicité sont fixées par arrêté ministériel pris dans les conditions prévues à l'article R. 557-14-6, et faisant l'objet dans le cas d'un équipement sous pression nucléaire d'un programme de suivi en service établi par l'exploitant ;</p> <p>2° Soit défini par un plan d'inspection approuvé par un organisme habilité mentionné à l'article L. 557-31, sans préjudice des dispositions de l'article L. 557-45, en fonction des caractéristiques techniques et d'utilisation de l'équipement, et conformément à un guide professionnel reconnu par l'Autorité de sûreté nucléaire et de radioprotection pour les équipements sous pression nucléaires, ou par le ministre chargé de la sécurité industrielle dans les autres cas, après avis du Conseil supérieur de la prévention des risques technologiques, ainsi que de l'Autorité de sûreté nucléaire et de radioprotection pour les appareils à pression implantés dans le périmètre d'une installation nucléaire de base. L'exploitant veille à la mise à jour des plans d'inspection, compte tenu de l'usage effectif des équipements, de leur évolution éventuelle lors de leur utilisation, ainsi que de la prise en compte de l'expérience acquise et des résultats des opérations de contrôle. L'exploitant tient compte des résultats des opérations de suivi en service, ainsi que de l'expérience acquise et de l'évolution des connaissances.</p> <p>Il retire du service dans des délais tenant compte des dangers associés tout équipement dont le niveau de sécurité est non satisfaisant, dont l'aptitude au service n'est pas ou plus assurée dans les conditions d'utilisation prévues, ou pour les équipements sous pression nucléaires s'il ne garantit plus la protection des intérêts mentionnés à l'article L. 593-1.</p>
<p>Constats :</p> <p>Il existe des équipements sous pression soumis au suivi en service sur le site de l'exploitation, ceux-ci ont été vus à l'arrêt. Considérant l'absence de liste des équipements et des dossiers respectifs, tel que prévus à l'article 6 de l'arrêté du 20 novembre 2017 pris en application du 1° du R. 557-14-4 du Code de l'Environnement, l'exploitant n'a pas été en mesure de justifier du respect de ce même article du Code de l'Environnement.</p> <p>Non conformité n°3 : l'exploitant n'a pas justifié du respect des dispositions de l'article R. 557-14-4 du Code de l'Environnement portant sur le suivi en service des équipements sous pression.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Non conformité n°3 : justifier de la régularisation du suivi en service des équipements mentionnés relativement à la non conformité n°1 ou justifier qu'ils ne sont pas exploités et mis à l'arrêt.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>